

Accusé de réception en préfecture  
062-344077672-20251212-18794-DE-1-1  
Date de télétransmission : 29/12/2025  
Date de réception préfecture : 29/12/2025

Acte certifié exécutoire

**Bruno FONTALIRAND**

Directeur général



**Pas de Calais Habitat**

4, avenue des Droits de l'Homme  
CS209 – ARRAS 62022 Cedex



## **PAS DE CALAIS HABITAT** **Office Public de l'Habitat**

### **DECISION EXTRAITE DU PROCES VERBAL DE LA REUNION DU BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SEANCE DU 12 DÉCEMBRE 2025**

**Président** : Monsieur COTTIGNY

**Présents** : Monsieur COTTIGNY, Monsieur LEROY, Madame DUHEN, Monsieur MALFAIT, Madame ROSSIGNOL.

**Excusés** : Madame AIT-CHIKHEBBIH qui a donné pouvoir à Monsieur COTTIGNY, Monsieur MELLICK qui a donné pouvoir à Monsieur COTTIGNY.

COURRIERES - Rue Casimir Beugnet - Résidences Casimir Beugnet Points d'Apport Volontaire (PAV) - Installation et gestion  
Convention partenariale avec la Communauté d'Agglomération d'Hénin-Carvin

---

Direction du territoire Artois-gohelle

Rapporteur : 

---

#### **CONTEXTE**

Par délibération en date du 13 novembre 2020, le Bureau du Conseil d'Administration de Pas-de-Calais habitat a autorisé la négociation des conditions d'installation et d'entretien des **Points d'Apport Volontaire (PAV)** avec chacune des Communautés d'Agglomérations ou de communes du département sur le territoire desquelles Pas-de-Calais habitat est implanté.

Par délibération en date du 03 mars 2022, le Conseil de la Communauté d'Agglomération d'Hénin-Carvin (CAHC) a décidé de répartir les coûts de financement



des implantations de colonnes enterrées et d'autoriser son Président à signer les conventions entre les différentes parties à chaque demande d'installation de colonnes enterrées tels que définis dans le document joint en annexe 1.

Les parties concernées, reconnaissant l'intérêt commun présenté par l'installation de ces équipements, envisagent la signature d'une convention partenariale afin d'en déterminer les conditions techniques, juridiques et financières.

## **I – SITUATION PARTICULIERE DE LA COMMUNE DE COURRIERES**

La Communauté d'Agglomération d'Hénin/Carvin (CAHC) a décidé de promouvoir la collecte en bornes enterrées des déchets ménagers et assimilés sur son territoire et plus particulièrement sur la commune de Courrières, desservant les 3 résidences Casimir Beugnet.

Le projet consiste à centraliser la collecte des déchets en 3 points d'apport volontaire répartis autour desdites résidences sur les parcelles reprises au cadastre sous la section AN 1319, 1321 et 1323 tels qu'ils figurent au plan joint en annexe 2.

## **II – CONDITIONS**

La présente convention a pour objet de définir entre les parties :

- les conditions techniques, juridiques et financières ainsi que la rétrocession du foncier d'assise des bornes enterrées
- les modalités d'organisation du service public de ramassage des ordures ménagères.

La maîtrise d'ouvrage de l'opération est entièrement assumée par la Communauté d'Agglomération d'Hénin-Carvin (CAHC).

La participation financière demandée dans le cadre d'une réhabilitation est fixée à 50% du montant global des travaux d'installation.

Dans le cas présent, le montant estimatif du projet est de 186 300 € TTC.

### Eléments financiers PdC h

- budget PMT : 150 000 € TTC
- Budget lancement : 191 265 € TTC

L'écart de budget s'explique par un renouvellement du marché du prestataire de la CAHC.

## **III - DECLARATION FISCALE**

Pas-de-Calais habitat est soumis à l'impôt sur les sociétés en application de l'article 206 1. du CGI mais partiellement exonéré de l'impôt par les articles 207 1. 4°, 208 6° et 210 E dudit Code.



Pour ces déclarations, Pas-de-Calais habitat est immatriculé auprès de la Direction des Grandes Entreprises (D.G.E.) 6, 8 rue Courtois à Pantin (93505).

\*\*\*\*\*

Au vu des éléments proposés et après en avoir délibéré, les membres du Bureau:

- ✓ autorisent le Directeur Général, ou toute personne habilitée, à fixer définitivement les conditions de la convention entre la CAHC et Pas-de-Calais habitat pour l'installation et la gestion des **Points d'Apport Volontaire (PAV)** sur la résidence Casimir Beugnet à Courrières.
- ✓ autorisent la rétrocession du foncier d'assise des bornes enterrées à la CAHC à titre gratuit.
- ✓ autorisent le Directeur Général, ou toute personne habilitée, à signer les actes authentiques et toutes pièces nécessaires à la régularisation du dossier.

Décision adoptée à l'unanimité





## FICHE DE SYNTHÈSE : PROJET\_REHA\_2025\_00735 - S01

26/08/2025 10:08

## Description

Code projet	PROJET_REHA_2025_00735
Libellé projet	SY1105488 - COURRIERES PAV rue Casimir Beugnet
Libellé simulation	SY1105488 - COURRIERES rue Casimir Beugnet
Date d'OS	31/10/2025
Date de MES	31/12/2025
Cat de Prix à l'opportunité	Non classifié
Nb logt Avt Travaux	111 lgt Dt restructurés
Nb logt Réhabilités	111 lgt 0
Nb logt Démolis	0 lgt
Nb logt Vendus	0 lgt

Code Opération Investissement	SY1105488
Code Opération Démolition	0
Code Opération Aménagement/Pmt	0
Déclaration Proposition bureau	NON
Nature des travaux principal	Autres
Simulation "figée"	Modifiable
Etat de l'opération	Travail
Nb logt Réhabilitation Performance	0 lgt
Nb logt Réhabilitation Confort	0 lgt
Nb logt Réhabilitation Maintien	111 lgt

## Performance Energetique

Avant Travaux		Après Travaux		Evolution Consommation Energie Primaire
	A	A		
	B	B		
	C	C		Cep avant travaux 189,94 Kwh
	D	D	111 lgt	Cep après travaux 189,94 Kwh
	E	E		Gain Cep 0 Kwh
	F	F		
	G	G		

## Loyers et autres produits (CEE/Dégrèvement Tfjb)

	Avant Travaux	Après Travaux	Impact	% Total	Impact démolition FE
Loyers quittancés	483 089	483 089	0	0,0%	-
Participation Locataire/Perf.thermique	0	0	0	0,0%	-
Loyers quittancés	465 536	465 536	0	0,0%	-
TUC (Taux d'utilisation des capacités)	96,37%	96,37%	0,00%		CEE-Normé-1.306 €/lgt
Impayés	(27 781)	(27 781)	0	0,0%	0 €
Taux Impayés	5,97%	5,97%	-0,00%		Dégrèvement Tfjb normé éco
Gain annuel prévisionnel			0	0,0%	0 €

Plan de financement	Total	% du prix	€/lgt	€/m² SH	Rendement après Réhabilitation	En €	% du prix
Prix de revient TTC Lasmé	191 265	100,0%	1 723	29	Loyer additionnel (€/an)	0	0,00%
Subventions	0	0,0%	0	0	Loyer additionnel (cumul €)	0	0,0%
Montant net à financer	191 265	100,0%	1 723	29	Temps de retour investissement *1	ans	
Emprunts	172 139	90,0%	1 551	26	Temps de couverture emprunts *2	6 ans	
dont 0	0	0,0%	0	0	*1 : Prix de revient / Loyers quittancés après travaux à 20 ans (Désindexé)		
dont 0	0	0,0%	0	0	*2 : Emprunts / Loyers quittancés après travaux à 20 ans (Désindexé)		
dont PrêtMarchéFixe	172 139	90,0%	1 551	26			
Fonds propres	19 127	10,0%	172	3			

Info du PF : Attention : PF saisi non validé par la DF  
Nb d'année pour récup. des FP (avec CEE & Dégrèvements) 11

## Autofinancement net avant &amp; après travaux

	5 ans	10 ans	15 ans	20 ans	25 ans	Cumul 30 ans
Autofinancement avant travaux	131 862	188 793	248 183	478 637	572 296	10 070 245
Autofinancement après travaux	114 766	169 895	227 293	472 151	565 122	
Autofinancement après travaux (cumul)	497 623	1 202 900	2 214 489	3 920 406	6 554 735	9 695 928
Loyers quittancés avant travaux	472 265	521 418	575 688	635 606	701 760	17 698 120
Loyers quittancés après travaux	472 265	521 418	575 688	635 606	701 760	17 698 120
Taux d'autofinancement avant travaux	28%	36%	43%	75%	82%	57%
Taux d'autofinancement après travaux	24%	33%	39%	74%	81%	55%
Taux d'autofinancement après travaux (cumul)	22%	25%	29%	37%	47%	55%

## Endettement avant &amp; après travaux (Annuités/Loyers quittancés)

	1ère année	5 ans	10 ans	15 ans	20 ans	25 ans	Cumul (30 ans)
Annuités avant travaux	179 677	173 753	162 838	158 854	0	0	3 043 545
Loyers quittancés avant travaux	444 590	472 265	521 418	575 688	635 606	701 760	17 698 120
Taux d'endettement avant travaux	40,4%	36,8%	31,2%	27,6%	0,0%	0,0%	17,2%
Annuités après travaux	195 160	189 236	178 321	174 337	0	0	3 275 780
Loyers quittancés après travaux	444 590	472 265	521 418	575 688	635 606	701 760	17 698 120
Taux d'endettement après travaux	43,9%	40,1%	34,2%	30,3%	0,0%	0,0%	

## Notation PSP

	Avant travaux				Après travaux			
Libellé Ensemble-Bâtiment	Note technique	Note territoire/ sociale	Taux d'utilisation des capacités	Classification PSP	Action PSP	Nature des travaux par bâtiment	Classification PSP	Vacance objectif
2091-1-6 RUE C. BEUGNET-COURRIERES	3,40	2,80	96,2%	[D,2]	Réhabilitation légère	Autres	0	2,0%
2281-1-8 RUE C. BEUGNET-COURRIERES	3,60	2,80	99,3%	[D,2]	Réhabilitation légère	Autres	0	2,0%
2281-2-10 RUE C. BEUGNET-COURRIERES	3,40	2,80	94,8%	[D,1]	Réhabilitation légère	Autres	0	2,0%
2281-3-12 RUE C. BEUGNET-COURRIERES	3,60	2,80	95,6%	[D,1]	Réhabilitation légère	Autres	0	2,0%





**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL  
COMMUNAUTAIRE – Séance du 3 MARS 2022**

**République Française**

**Département du Pas-de-Calais**

**Communauté d'Agglomération  
Hénin-Carvin**

Nombre de conseillers	
En exercice	61
Présents	48
Procuration	11
Suffrages exprimés	59

Vote	
<b>Unanimité</b>	
Pour : 59	
Contre : 0	
Abstention : 0	

Acte rendu exécutoire  
Après envoi par voie dématérialisée  
Le : **15 MARS 2022**  
  
Et publication ou notification  
Du : **17 MARS 2022**

Le trois mars deux mille vingt-deux à dix-huit heures les membres du Conseil de la Communauté d'Agglomération Hénin-Carvin se sont réunis sous la présidence de M. Christophe **PILCH** suite à la convocation qui leur a été adressée le vingt cinq février deux mille vingt-deux

**Sont présents :** Véronique **BERNARD**, Alain **BOIGELOT**, Daniel **DEDOURGES**, Régis **DELATTRE**, Marcello **DELLA FRANCA**, Rachid **DERROUCHE**, Maria **DOS REIS**, Jeanne-Marie **DUBOIS**, Fabienne **DUPUIS**, Philippe **KEMEL**, Martine **LAURENT**, Emilie **LE TORIELLEC**, Isabelle **MACHU**, Daniel **MACIEJASZ**, Alain **MASSON**, Charly **MEHAIGNERY**, Jean-Marie **MONCHY**, Christian **MUSIAL**, Valérie **PETIT**, Christophe **PILCH**, Lydie **RUSINEK**, François **THÉRET**, Frédérique **THIBERVILLE**, Jérôme **VALLIN**, Franck **VASSEUR**, Laurent **BRICE**, Philippe **BOURSAUD**, Steeve **BRIOIS**, Patricia **CONSTANTINHO**, Huguette **FATNA**, André **KALINARCZYK**, Nicolas **MOREAUX**, Liliane **PETIT**, Christopher **SZCZUREK**, Christophe **VAN HEUE**, Olivier **BAEY**, Edith **BLEUZET**, Didier **BONNET**, Régis **BOUGNAS**, Valérie **CUVILLIER**, Bernard **CZERWINSKI**, Nicole **HAINE-LEROY**, Valérie **BIEGALSKI**, Gérard **BIZET**, Tony **FRANCONVILLE**, Mildred **WERQUIN**, Jacques **MARTEL**, Marie-Claire **DURIEZ**.

**Ont donné procuration :** Evelynne **PAWELCZYK** à Alain **MASSON**, Marine **TONDELIER** à Marcello **DELLA FRANCA**, Angélique **BERTRAM** à Liliane **PETIT**, Vincent **BIRMANN** à Christopher **SZCZUREK**, Kataline **BIGOTTE** à Bernard **CZERWINSKI**, Vincent **CARUSO** à Régis **BOUGNAS**, Annie **PENET-WASILEWSKI** à Olivier **BAEY**, Cathy **SMID** à Edith **BLEUZET**, Bernard **DELIERS** à Gérard **BIZET**, Bernard **CARDON** à Christophe **PILCH**, François **PASQUALINO** à Valérie **CUVILLIER**.

**Absents :** Sylvie **LICTEVOUT**, Cécile **YOSBERGUE**.

Christophe **PILCH** a été élu(e) Secrétaire de  
Séance

**22/014 : Financement des implantations de colonnes enterrées**



**Vu** l'exposé du Vice-Président délégué à la réduction et à la valorisation des déchets ;

**Vu** l'avis favorable émis à l'unanimité des membres présents de la commission Transition Ecologique, Aménagement du Territoire et Economies Locales en date du 31 janvier 2022 ;

La Communauté d'Agglomération Hénin - Carvin accompagne les projets de mise en place de colonnes enterrées quel que soit le porteur du projet (commune, bailleur, aménageur, promoteur) et quel que soit le type de logements (neufs, anciens, réhabilités). Suivant l'étude réalisée en 2021, 137 colonnes tous flux confondus pourraient faire l'objet d'une installation sur le territoire. En effet, 3 communes ont des projets de ce type (15 colonnes) ainsi que 4 bailleurs (122 colonnes). Le listing précis des demandes est joint en annexe (cette liste n'est pas exhaustive et sera certainement évolutive).

**Le coût de fourniture de ces colonnes est de 822 000 € TTC. A cela devra s'ajouter un coût de génie civil évalué à 548 000 € TTC. Le montant total des opérations reviendrait donc à 1 370 000 € TTC (basé sur les prix 2021).**

Pour information, la durée de vie de ce type d'installation est estimée à 10 ans. Sur la base d'une projection d'installation sur 10 ans (installation d'environ 14 colonnes par an) le coût moyen par année pour la collectivité serait de 140 000 € TTC (sans revalorisation des prix).

Cette projection dans le temps se base sur une maîtrise d'œuvre réalisable en interne (technicien du service travaux et du service de collecte des déchets), réalisée gratuitement par la CAHC. **La convention « cadre » signée en 2012 avec Pas de Calais Habitat arrive à terme en 2022.** Le bailleur l'a dénoncée en 2020 ouvrant alors la voie à un inventaire des besoins en 2021 et la remise en question du financement des colonnes enterrées.

La CAHC souhaite mettre en place un nouveau dispositif pour le financement des futures colonnes enterrées auprès des communes et des bailleurs (comportant 1) l'installation, 2) le nettoyage et la maintenance, 3) pour le remplacement en fin de vie).

La demande de participation de la CAHC formulée par les bailleurs est la suivante:

- Cas des réhabilitations : Répartition des coûts relatifs à l'installation des PAV à 50/50 entre les 2 partenaires. L'entretien, le nettoyage, la maintenance et le remplacement en fin de vie à la charge de la CAHC.
- Cas de constructions neuves : Prise en charge à 100% par le demandeur. L'entretien, le nettoyage, la maintenance et le remplacement en fin de vie à la charge de la CAHC

Si cette répartition des coûts est confrontée au recensement des besoins (137 colonnes), les coûts financiers à la charge de la CAHC s'élèveraient à :

**Investissement** : un prévisionnel de 700 000 € TTC sur 10 ans (70 000 € TTC par an) pour la construction de colonnes neuves + 150 000€ TTC/an pour le coût de remplacement de 15 colonnes en fin de vie/an, **soit un total de 220 000 €/ an.**



**Fonctionnement** : un montant prévisionnel annuel de 83 550 € TTC pour le nettoyage et de 30 000€ TTC pour les réparations (variables suivant les casses), soit un **total annuel de 113 550 € TTC**.

Afin d'établir une hiérarchisation des demandes dans le cas où le nombre de demandes d'installation serait supérieur à 14 colonnes sur l'année (du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre), il sera opéré un arbitrage en Commission thématique au 31 Décembre de l'année N-1 au plus tard (les demandes devront être transmises à la CAHC au 31 Octobre de l'année N-1 au plus tard).

Les commandes feront l'objet d'un accord préalable via les conventions sur la base de prix révisés et sur les travaux de mise en place des colonnes enterrées (hors aménagement surfacique lié aux abords) et suivant la validation des préconisations de la Communauté d'Agglomération Hénin-Carvin.

Les communes seront amenées à exposer leur plan de gestion des dépôts illicites aux abords des PAV.

L'entretien (nettoyage), la maintenance et le remplacement en fin de vie de ces équipements seront à la charge de la CAHC.

**Le Conseil Communautaire,**

**Et après en avoir délibéré,**

**DECIDE de répartir les coûts de financements des implantations de colonnes enterrées de la façon suivante:**

- Dans le cas des réhabilitations (de quartier, de résidences, d'habitats verticaux...) ou dans le cas d'enfouissement de cuboverres aériens déjà en place (cas des demandes communales) :

Répartition des coûts relatifs à l'installation des PAV à 50% entre les 2 partenaires (fourniture + travaux). La CAHC procédera aux commandes de colonnes et aux travaux afférents via ses marchés de fourniture et travaux. Elle enverra ensuite un titre de recettes correspondant à la moitié des montants engagés au demandeur.

- Dans le cas de constructions neuves :

Prise en charge à 100% par le demandeur (fourniture + travaux). La CAHC ne fournira que les prescriptions techniques avant que le demandeur ne réalise toute démarche afin de pouvoir assurer la collecte une fois le matériel rétrocedé.

- D'autoriser Le Président à signer les conventions entre les différentes parties à chaque demande d'installation de colonnes enterrées.



Objet de la dépense/recette	DEPENSE
Montant	220 000 € TTC par an (132000 en fourniture et 88 000 en travaux) +83 550 € TTC par an nettoyage et 30 000 € TTC par an réparation
Prévisionnel ou définitif	prévisionnel
Budget	général
Dépense TTC ou HT	TTC
N° et libellé du budget	01 Budget Général
Ligne de crédit et libellé	33886 fourniture de colonnes + travaux +23941 nettoyage et 33888 maintenance
Service gestionnaire/utilisateur	DECHETS et TRAVAUX
N° d'engagement	
Paie ment fractionné ou unique	fractionné

**RAPPELLE** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'Etat dans le Département et de sa publication ou de son affichage. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.télérecours.fr](http://www.télérecours.fr)

Fait et délibéré le 3 mars 2022  
Pour extrait certifié conforme

Le Président,  
  
Christophe PILCH



**CONVENTION**

**D'IMPLANTATION DE COLONNES ENTERREES**

**(CAS D'UNE REHABILITATION)**

Demandeur

Pas-de-Calais habitat

Adresse du projet

COURRIERES  
Rue Casimir Beugnet  
Résidences Beugnet



**ENTRE LES SOUSSIGNES :**

- **La Communauté d'Agglomération Hénin-Carvin**, représentée par, M. Christophe PILCH, son Président, agissant par délibération du Bureau Communautaire en date du ....

Ci-après, dénommée «Communauté d'Agglomération Hénin-Carvin (CAHC)»,

D'une part,

- L'Office Public de l'Habitat dénommé « **Pas de Calais Habitat** », établissement public à caractère industriel et commercial dont le siège social est à Arras (Pas-de-Calais), 04 Avenue des Droits de l'Homme, immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés d'Arras sous le numéro SIREN 344 077 672,

Représentée par Monsieur Bruno FONTALIRAND, Directeur Général, nommé à cette fonction aux termes d'une décision du Conseil d'Administration en date du 20 décembre 2019, ayant été autorisé à déléguer sa signature suivant délibération du Conseil d'Administration en date du 26 juin 2020,

Ci-après, dénommée « le Demandeur »,

D'autre part,

Ci-après, dénommées ensemble les Parties.



## **Exposé :**

La CAHC a décidé de promouvoir la collecte en bornes enterrées (BE) des déchets ménagers et assimilés sur son territoire. Il est donc prévu de collecter les ordures ménagères résiduelles, les emballages ménagers et papiers, ainsi que le verre à l'aide de ces contenants, afin de répondre aux différentes demandes dans la réhabilitation de certains quartiers.

Ce type d'équipement permet ainsi de s'affranchir des contraintes de stockage. De plus, l'environnement urbain n'est plus occupé par les bacs roulants les jours de vidage. Les bornes enterrées sont également utilisées afin de répondre à des problématiques de collecte liées à l'accessibilité des véhicules de collecte ou pour la présentation effective des bacs.

Les Parties, reconnaissant l'intérêt commun présenté par l'installation de ces équipements, se sont rapprochées afin d'en déterminer les conditions techniques, juridiques et financières.



## **Article 1- Objet**

La présente convention a pour objet de définir le rôle et les engagements de chacune des parties dans l'installation, le financement, l'utilisation et l'entretien des équipements spécifiques de collecte des ordures ménagères et déchets recyclables et verre ainsi que de leurs abords.

Il s'agit d'équipements du type conteneurs enterrés préfabriqués et collectables depuis le domaine public. Ils sont implantés comme suit :

Sites	Nombre de conteneurs
N°1 – Parcelle n° AN 1319 15 rue Casimir Beugnet	1 Ordures Ménagères 1 Emballages tri sélectif 1 verres
N°2 – Parcelle n° AN 1321 19 rue Casimir Beugnet	1 Ordures Ménagères 1 Emballages tri sélectif 1 verres
N°3 – Parcelle n° AN 1323 25 rue Casimir Beugnet	1 Ordures Ménagères 1 Emballages tri sélectif 1 verres
Total	9 conteneurs enterrés

Les sites d'implantations sont définis dans l'annexe Projets de plans (annexe n°1).

L'ensemble des engagements des parties vise à respecter les règles en matière d'hygiène et de salubrité des domaines publics et privés.

La collecte des encombrants et des végétaux gérées par la CAHC ne sont pas concernées par ce dispositif.

## **Article 2 – Propriété des terrains et des équipements**

Les équipements, du type conteneurs enterrés préfabriqués, seront implantés sur le domaine privé du Demandeur, qui restera propriétaire de sa parcelle. Les équipements préfabriqués seront achetés conjointement par la CAHC et le Demandeur et la mise en œuvre de leur installation sera assurée par la CAHC. La rétrocession de l'assiette foncière des PAV interviendra à l'issue de leur installation et réception de travaux, au profit de la CAHC à titre gratuit.

Par la présente convention, le Demandeur autorise de fait l'occupation de son domaine public ou de son domaine privé à titre gratuit, pour l'implantation des équipements enterrés de stockage et de collecte des déchets, pour les travaux d'aménagement qui en découlent, ainsi que pour les opérations de collecte et de maintenance des équipements.

La collecte des colonnes enterrées est du ressort de la CAHC ; toutefois, tout déchet déposé aux abords des colonnes est soit du domaine de compétence des communes (terrain communal) ou du Demandeur (terrain privé) et devra être résorbé le plus rapidement possible afin de ne pas gêner les collectes et susciter l'agrandissement du dépôt sauvage.



### **Article 3 – Rétrocessions**

La CAHC, en tant que maître d'œuvre, réceptionnera les équipements et adressera une copie du procès-verbal de réception sans réserve au Demandeur.

Le Demandeur s'engage à rétrocéder (par acte authentique) dans un délai d'un an à la CAHC qui l'accepte à titre gratuit l'assiette foncière des bornes enterrées installées sur le site.

Le Demandeur reconnaît que les bornes enterrées seront, une fois rétrocédées, la propriété de la CAHC, en tant que biens affectés au service public de l'élimination des déchets ménagers et assimilés.

### **Article 4 – Entretien et maintenance des équipements**

Le nettoyage de la (des) colonne(s) et sa (leur) maintenance seront à la charge de la CAHC.

Si une colonne enterrée en fin de vie doit être remplacée, en accord entre toutes les parties, la CAHC assumera la maîtrise d'ouvrage de l'opération et son financement.

La CAHC assure, à ses frais, le nettoyage intérieur et extérieur (une campagne par an pour les bornes emballages et verre, deux campagnes pour les ordures ménagères), la maintenance préventive et curative de chaque colonne.

### **Article 5 : Principe de financement**

Par principe, le Demandeur assume le financement du projet à hauteur de 50 % du montant en investissement et sur présentation d'un devis. La CAHC assume la Maîtrise d'oeuvre à titre gratuit et le financement à hauteur de 50 % des dépenses générées par cet investissement (fourniture de colonne(s) et travaux associés).

### **Article 6 : Modalités des participations financières**

La maîtrise d'ouvrage de l'opération est entièrement assumée par la CAHC. A ce titre, la collectivité honore l'ensemble des factures et règlements afférents au projet. A réception de la totalité des travaux et transmission du procès-verbal de réception sans réserve, la participation financière définitive du Demandeur sera établie sur la base du nombre de colonnes enterrées réellement implantées et le Demandeur s'engage à en opérer le paiement dans les 60 jours suivant la réception de la facture et sur justificatifs de paiement de la collectivité auprès des entreprises intervenantes.

### **Article 7 : Réalisation du projet**

Tout au long de l'opération, et pour chaque étape du projet, la CAHC s'engage à informer le Demandeur (et la Ville si différente de la demande) de l'état d'avancement de la réalisation des travaux. La localisation et le dimensionnement de l'ensemble des matériels seront impérativement soumis à l'approbation de la Ville (si différent du demandeur) et du Demandeur, et choisis en fonction des besoins de chacun ainsi que des contraintes de terrain. Les travaux seront exécutés suivant les prescriptions techniques de la CAHC.



De surcroît, la Ville et le Demandeur seront informés de la réception des travaux et de leur mise en service.

### **Article 8 : Les engagements du Demandeur**

Le Demandeur s'engage, pour l'ensemble des équipements, à assurer :

- ✓ à autoriser l'occupation du domaine public ou privé en vue de permettre l'implantation, l'utilisation et l'entretien de ces équipements ;
- ✓ à rétrocéder l'équipement à la CAHC à titre gratuit;
- ✓ à assurer le ramassage quotidien des dépôts sauvages qui pourraient être effectués par les usagers à proximité et contre les colonnes et sur les cheminements piétonniers sur la propriété du Demandeur et assurer la propreté dans le cadre des interventions du service propreté dans le quartier ;
- ✓ à assurer un rôle d'information auprès des usagers, il effectuera à cet effet des campagnes de communication à destination des locataires. Le Demandeur ne pourra être tenu pour responsable du comportement des locataires.
- ✓ à informer régulièrement les services compétents de la CAHC sur les problèmes rencontrés sur le terrain, notamment en l'alertant en cas de remplissage anormal ou tout autre dysfonctionnement.
- ✓ à assurer l'établissement d'un plan d'intervention pour la gestion des dépôts de déchets pouvant être réalisés contre ou à proximité des ouvrages.

### **Article 9 : Les engagements de la CAHC**

La CAHC s'engage, pour l'ensemble des équipements, à assurer :

- ✓ Le vidage régulier des caissons afin qu'il n'en résulte aucune nuisance (notamment olfactive) ;
- ✓ l'entretien et la maintenance technique de l'ensemble des équipements dans les délais techniques compatibles avec le maintien de la salubrité publique (ou mettre en place des bacs dans l'attente de réparations) ;
- ✓ la vidange des réservoirs de stockage des jus et des résidus humides de fond de cuvelage, sans rejet sur le domaine public ou privé ;
- ✓ une information des habitants sur la collecte sélective et la collecte des autres flux ;
- ✓ les collectes complémentaires éventuelles en cas de surcroît d'apports, événements festifs, incidents sur le matériel.

### **Article 10 – Responsabilités - Assurances**

Chaque partie veillera à contracter une assurance couvrant sa responsabilité dans le cadre de l'exécution de la présente convention.

Après rétrocession, la CAHC sera responsable des bornes et de leur émergence en surface.

La Commune et le Demandeur veilleront à ne pas installer de câbles aériens au-dessus des bornes et à élaguer régulièrement les arbres à proximité afin de permettre la levée des conteneurs enterrés en toute sécurité. A défaut, la CAHC se réserve le droit de ne plus collecter la ou les bornes en cause.



## **Article 11 : Réserves lors du Procès-Verbal de mise en service**

La CAHC se réserve le droit de refuser ou retarder la rétrocession des colonnes enterrées ainsi que leur utilisation, dans les cas suivants :

- ✓ ~~Conception de l'équipement, ou implantation susceptible de présenter un danger pour le personnel ou les usagers ;~~
- ✓ ~~Conception de l'équipement, ou implantation qui pourrait à terme causer des dégradations prématurées sur l'équipement lui-même ou le véhicule de collecte, ou le matériel d'entretien et de maintenance, et représenter un danger ;~~
- ✓ ~~Non-conformité sérieuse de tout ou partie de l'équipement aux avis émis par la collectivité, ou aux modalités de collecte applicables au territoire de la Communauté d'Agglomération Hénin-Carvin en général ;~~
- ✓ ~~Conception de l'équipement, ou implantation qui ne permettrait pas sa collecte et son entretien dans des conditions normales d'ergonomie, d'hygiène et de sécurité.~~

## **Article 12 – Modalités de collecte**

Tous les moyens sont mis en œuvre par les Parties afin de veiller au bon déroulement de la collecte des bornes enterrées. En particulier, aucun stationnement ne doit entraver l'accessibilité du camion de collecte aux bornes, conformément aux prescriptions mentionnées à l'annexe n°2.

Dans l'éventualité où une borne ne pourrait pas être vidée en raison d'un stationnement gênant, la CAHC ne pourra pas être tenue responsable du débordement. Il reviendra à la Commune de régler la problématique du stationnement afin que la CAHC puisse intervenir.

## **Article 13 – Durée et entrée en vigueur**

La présente convention est conclue pour une durée initiale de **10 ans** à compter de sa signature.

Au-delà et en l'absence de dénonciation par l'une ou l'autre des parties selon les modalités de l'article 15, la convention sera reconduite tacitement par période de 5 ans.

## **Article 14 - Modification de la Convention**

La présente convention ne pourra être modifiée que par avenant et en accord avec l'ensemble des parties. En cas de délégation du service public de la collecte des ordures ménagères, le délégataire se trouverait automatiquement subrogé dans les obligations de la partie concédante.

## **Article 15 – Résiliation de la Convention**

La présente convention pourra être dénoncée par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée avec avis motivé, six mois avant la date d'anniversaire de la convention ou en cas de manquement ou de défaillance dans l'exécution de ses engagements issus de la présente Convention. Dans ce cas, la résiliation intervient après mise en demeure avec



accusé réception restée sans effet, durant 1 mois, sans autre formalité ni indemnité.

Les parties s'engageant alors à trouver des solutions dans le respect des obligations réglementaires en matière de collecte des déchets, d'hygiène et de salubrité publique.

### **Article 16 – Election de domicile**

Pour l'exécution de la présente convention, les parties font élection en leur siège et domicile respectifs.

### **Article 17 – Règlement des litiges**

La présente Convention est régie, interprétée et appliquée conformément au droit français.

En cas de contestation sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent, préalablement avant tout recours contentieux, à rechercher un règlement amiable sur leur différend par voie de conciliation.

Si aucun accord amiable n'est trouvé, les parties disposent de la faculté de saisir les juridictions compétentes.

### **Article 18 : Ethique**

Les Parties déclarent avoir pris connaissance du code de conduite adopté par l'Etablissement Public Industriel et Commercial Pas-de-Calais habitat en application de l'article 17 de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (Ledit code étant disponible à la demande).

En conséquence, les Parties s'engagent :

- ✓ à se conformer audit code de conduite ;
- ✓ à s'abstenir de toute incitation à l'égard des Collaborateurs de l'Etablissement Public Industriel et Commercial Pas-de-Calais habitat – telle que défini dans le code de conduite – qui ait pour objet ou pour effet d'induire une infraction aux règles prévues par ledit code.

Les Parties reconnaissent que la politique d'entreprise de l'Etablissement Public Industriel et Commercial Pas-de-Calais habitat exige que leurs relations soient menées en conformité avec les traités internationaux en vigueur, le droit international applicable qui en est dérivé, ainsi que les lois et règlements applicables, au niveau national et international, auxdites relations. Les Parties s'engagent à s'y conformer.

En conséquence, les Parties s'engagent à ce qu'aucun paiement, aucun avantage quel qu'il soit, constituant ou pouvant constituer un acte illicite n'ait été ou ne soit accordé, directement ou indirectement, en contrepartie de l'exécution des présentes.

### **Article 19 : RGPD**

Chacune des Parties s'engage à respecter les dispositions du Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données personnelles (RGPD) et de la loi n°78-17 du 06 janvier 1978 Informatique et libertés modifiée pour les données personnelles qu'elle pourrait être amenée à prendre connaissance ou à traiter sous leur responsabilité, dans le cadre de cette convention.



## **Article 20 – Liste des annexes**

Annexe 1 –Projets de plans

Annexe 2 – Modalités de collecte des BE

Fait à.....

Le .....

Pour la CAHC

Pour Pas de Calais Habitat

Pour le Président ....

Et par délégation, le Vice-Président